

Nikolaï Boukharine, Nikolaï Ossinski,
Karl Radek et Vladimir Smirnov

Kommunist

**Revue hebdomadaire économique,
politique et sociale**

Les communistes de gauche contre le capitalisme d'État

Textes traduits du russe par Julia Gousseva

Édition établie par Michel Roger
en collaboration avec Bruno de Fontaine et Éric Sevault

Préface de Marcel Roelandts & Michel Roger

Introduction historique de Stephen F. Cohen

Postface de Guy Sabatier

SMOLNY
Toulouse, 2011

Ouvrage publié avec le concours de la Région Midi-Pyrénées.

ISBN : 978-2-9528276-3-8

© Smolny 2011
43, rue de Bayard
31 000 TOULOUSE

Internet : www.collectif-smolny.org
Contact : info@collectif-smolny.org

Édition préparée avec la collaboration de Laura Brignon, Véronique Chevillon, Laurence Fleury, Julie Holvoet, Frans Ijpelaan, Aleksander Jousselein, Marie Laigle, Patrick Moll, Pascale Noyret, Joël Oustalet, Sylvie Oustalet, Sébastien Plutniak, Lucie Roignant, Florence Sevault et Cécile Troussel.

Avant-propos de l'éditeur

S'IL EST VRAI, COMME LE PENSAIT MARX, que « la tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants ¹ », alors rien n'a sans doute plus pesé sur le cerveau collectif du mouvement prolétarien dans le siècle écoulé que le poids de la tradition « socialiste » induit par l'involution du processus révolutionnaire en Russie.

Lire aujourd'hui, avec plus de quatre-vingt dix ans de distance, pour la première fois, l'intégralité des articles de la revue *Kommunist* que firent paraître à Moscou à la fin du printemps 1918 ceux que l'on désigne communément comme « communistes de gauche » et dont Boris Souvarine nous dit qu'ils étaient « les militants les plus énergiques, ou les mieux doués ² », c'est se donner les moyens de renouer avec le fil d'une histoire critique de la révolution écrite par ses protagonistes mêmes, et non plus par ses fossoyeurs comme ce fut souvent le cas.

*

**

Au cours de l'intense polémique qui met le parti bolchevique au bord de l'explosion quelques semaines seulement après l'insurrection victorieuse d'octobre, les interventions des communistes de gauche semblent animées par la volonté de se conformer à cette extraordinaire formule de Marx qui voulait que la révolution doive « atteindre son propre contenu ³. » Ils retiennent en ce sens deux principes auxquels ils ne dérogeront pas et qui doivent guider leur action en toutes circonstances : un internationalisme intransigeant et la ferme conviction qu'une transformation de la société qui ne serait pas un processus d'auto-émancipation du prolétariat ne serait qu'un leurre. Ils mettent un nom sur cette mystification qu'ils redoutent : le capitalisme d'État.

Le débat sur la nature capitaliste d'État de l'URSS n'est pas nouveau. Mais cette analyse était souvent comprise jusqu'ici comme une théorisation *a posteriori*, marquée par un contexte général de contre-révolution.

1. Karl MARX, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » (1852), *Œuvres IV – Politique I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, p. 438.

2. Boris SOUVARINE, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, Paris, Ivrea, 1992, p. 194.

3. Karl MARX, *ibid.*, p. 440.

Et de fait, elle était le fruit de quelques militants révolutionnaires souvent isolés, que l'on retrouvait au sein de courants qui, à l'Ouest, s'étaient vu affublés de l'étiquette « ultragauche » — mais quelques tendances trotskistes convergeront vers des caractérisations similaires dans les années 1940–1950⁴. Dans la mesure où ils dévoilent l'étendue et la profondeur de la critique des communistes de gauche sur ce point, l'on peut penser que ces textes de la revue *Kommunist* font figure de « chaînon manquant » entre ces divers courants oppositionnels. Si besoin était, c'est une autre justification à leur intérêt tout à fait exceptionnel. C'est peut être finalement Lénine qui avait le plus justement scellé leur communauté d'esprit en les taxant tous deux d'infantilisme⁵.

*

**

Ces textes se voulaient une expression politique vivante, dans une situation que tous percevaient comme contradictoire mais riche de potentialités. Leur dimension polémique, militante, reflète cette réalité. C'est aussi ce qui en fait des matériaux pour la réflexion et les combats d'aujourd'hui. De la même façon, nous avons voulu donner autour de ces quatre numéros, avec la préface et la postface, des contributions qui traduisent des approches différentes du mouvement des communistes de gauche, mais qui soient elles aussi une expression polémique. Le texte de Stephen Cohen peut se lire comme une introduction historique générale sur cette période charnière de décembre 1917 à juin 1918 et présente aussi une interprétation originale de Boukharine et des communistes de gauche.

Enfin, il était indispensable, nous semble-t-il, de faire une place au principal opposant des « communistes prolétariens⁶ ». Le lecteur trouvera donc, dans les appendices, un article de Lénine sur *Sur la phrase révolutionnaire* ; et à sa suite, la réponse de Boukharine, traduite ici pour la première fois en français d'un article du journal quotidien « *Kommunist* » de Petrograd.

4. Pour un panorama d'ensemble, on se reportera à Marcel VAN DER LINDEN, *Western Marxism and the Soviet Union*, Chicago, Haymarket Books, 2009.

5. Paraissent à deux ans de distance, la principale brochure de Lénine en réponse aux communistes de gauche, *Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises* (mai 1918), et la si fameuse *Maladie infantile du communisme (le gauchisme)* (mai 1920).

6. C'est ainsi que se nommaient eux-mêmes les « communistes de gauche ».

**

Remerciements :

Nous voudrions remercier chaleureusement Stephen Cohen qui a bien voulu nous autoriser à reproduire une très large partie du chapitre de son ouvrage *Nicolas Boukharine, la vie d'un bolchevik*⁷.

Nous sommes redevables à Ronald Kowalski de son travail pionnier effectué sur les communistes de gauche, et en particulier de son édition critique des numéros originaux en langue russe⁸ de la revue « *Kommunist* ».

Nous devons à Jean-Jacques Marie et à l'équipe du C.E.R.M.T.R.I. d'importantes précisions bio-bibliographiques ainsi que la photographie de Smirnov en couverture de cet ouvrage. Pour tout ceci et leur amicale disponibilité, nous leur sommes extrêmement reconnaissants.

Nous remercions Philippe Bourrinet pour les ultimes ajustements sur le texte russe ainsi que pour quelques précisions utiles pour l'annotation du corpus de textes. Cette aide a été très appréciée.

Un grand merci à Isabelle et Didier qui ont participé aux toutes premières relectures.

La couverture de cet ouvrage a été conçue et réalisée par Marie-Jeanne Martin, que nous remercions chaleureusement.

Enfin, c'est bien volontiers que nous payons également notre dû à l'effort collaboratif de *Wikipedia*, dont les recoupements de notices en diverses langues (français, anglais, allemand, russe... mais aussi en espagnol, finnois, tchèque et ukrainien) ont constitué une aide appréciable.

Smolny, novembre 2011.



7. Stephen F. COHEN, *Nicolas Boukharine, la vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979.

8. Ronald KOWALSKI, *Kommunist : A Weekly Journal of Economic, Political and Social Opinion*, Milwood (New York), Kraus International Publications, 1990.

Préface

Sur la nature d'Octobre 17

LA RÉVOLUTION RUSSE est communément appelée *socialiste* parce que le pouvoir bourgeois incarné par le gouvernement provisoire de Kerenski fut renversé au profit d'un nouveau régime instauré sous la houlette du parti bolchevik. On ne peut cependant se prononcer sur la véritable nature d'Octobre 17 sans se poser la question suivante : au delà d'une définition commune à toutes les révolutions — le passage du pouvoir d'une classe à une autre —, qu'est-ce qui permet de caractériser plus précisément la nature et le devenir *socialiste* de la révolution par rapport à toutes celles du passé ?

*

**

En premier lieu, la révolution *socialiste* émane d'une classe exploitée représentant l'immense majorité de la population et non d'une classe exploiteuse instaurant la domination d'une nouvelle minorité :

Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité¹.

Elle se distingue également par le fait que ses protagonistes ne disposent d'aucune assise matérielle qui constituerait la base de la société future comme pouvait l'être, pour la bourgeoisie, le capitalisme naissant au sein du féodalisme :

Le prolétaire n'a pas de propriété [...] Toutes les classes qui s'assurèrent autrefois le pouvoir ont cherché à consolider leur position en assujettissant la société toute entière aux conditions de leur négoce. Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives de la société qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation ; et par suite, le mode d'appropriation tel qu'il existait jusqu'à nos jours².

1. Karl MARX, « Le Manifeste communiste », *Œuvres I – Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1965, p. 172.

2. *Ibid.*

Dès lors, les seuls moyens dont disposent les salariés pour s'émanciper sont (a) leur auto-activité dans les organisations unitaires surgies de leurs luttes : « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes³ » ; (b) la conscience du but et des moyens de leur mouvement : « Ils [les ouvriers] ont entre leurs mains un élément de succès : le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'entente et guidé par la connaissance⁴ » ; (c) la solidarité par delà les secteurs, pays et autres divisions : « tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs...⁵ » et (d) leur unité face à une société qui les divise en individus concurrents : « Que le mouvement qui vient de naître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés⁶ ».

Toute révolution qui ne s'appuierait pas sur cette auto-activité consciente, unitaire et solidaire des salariés ou qui serait accaparée par une minorité quelconque, fût-elle un parti communiste, ne peut prétendre au titre de socialiste. C'est pour cela qu'Engels pouvait caractériser la Commune de Paris (1871) d'exemple de dictature du prolétariat alors même que l'AIT (l'Association Internationale des Travailleurs – 1864–76) n'y avait eu qu'une faible représentation et influence :

Le philistin allemand a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat⁷.

À tous ces éléments s'ajoute encore la dimension internationale de la révolution socialiste. Ainsi, au reproche fait aux communistes de vouloir abolir la patrie, Marx répondait dans *Le Manifeste* que : « Les travailleurs n'ont pas de patrie. On ne peut leur dérober ce qu'ils ne possèdent pas⁸ ».

3. Karl MARX, « Statuts de l'Association internationale des travailleurs », *Œuvres I, op. cit.*, p. 469.

4. Karl MARX, « Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs », *Œuvres I, op. cit.*, p. 467.

5. Karl MARX, « Statuts de l'Association internationale des travailleurs », *Œuvres I, op. cit.*, p. 469.

6. *Ibid.*

7. Friedrich ENGELS, « Introduction » (1891) à *La Guerre civile en France* de Karl MARX (1871), in Karl MARX & Friedrich ENGELS, *Inventer l'inconnu*, Paris, La Fabrique, 2008, p. 207.

8. « On a, en outre, reproché aux communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les travailleurs n'ont pas de patrie. On ne peut leur dérober ce qu'ils ne possèdent pas. [...] Une des premières conditions de son émancipation, c'est l'action unifiée, tout au moins des travailleurs des pays civilisés », Karl MARX, « Le Manifeste communiste », *Œuvres I, op. cit.*, p. 179–180.

En effet, contrairement aux révolutions bourgeoises qui avaient pour seul horizon le cadre national, la révolution socialiste est internationale par essence :

Cette révolution pourra-t-elle être réalisée dans un seul pays ? Non. [...] C'est pourquoi la révolution communiste ne sera pas simplement nationale, mais elle se produira simultanément dans tous les pays civilisés [...] C'est une révolution universelle ; il lui faudra par conséquent un terrain universel⁹.

C'est pourquoi toute révolution victorieuse dans un pays ne peut survivre que si elle se généralise à l'échelle internationale. En conséquence, la notion de « patrie socialiste » est, par nature, étrangère au marxisme :

L'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés¹⁰.

Tout arrêt de l'extension d'un processus révolutionnaire ou l'adoption du « socialisme dans un seul pays » signifie immanquablement sa mort.

Enfin, quant à l'appareil d'État que la classe ouvrière hérite au lendemain de la révolution, Engels nous enseigne que c'est un mal nécessaire dont il faudra progressivement rogner les côtés nuisibles jusqu'à ce que la société civile puisse définitivement s'en débarrasser :

[...] Dans le meilleur des cas, c'est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres, soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État¹¹.

De même, s'appuyant sur les leçons de la Commune de Paris, Marx en déduira que l'ancien appareil d'État doit être détruit de fond en comble et réorganisé sur de nouvelles bases dans l'attente de pouvoir s'en libérer et de laisser la place à la prise en charge des affaires par la société civile. Autrement dit, le développement du socialisme se mesure au degré de destruction de l'ancien État et de dépérissement de la nouvelle forme d'État qui surgit au lendemain de la révolution et non pas au renforcement de son appareil comme lors des révolutions passées où les nouvelles classes dominantes et exploiteuses se l'accaparaient pour le transformer en fonction de leurs besoins.

9. Friedrich ENGELS, *Les Principes du communisme*, in Karl MARX, *Œuvres I*, op. cit., p. 1584.

10. Karl MARX, « Statuts de l'Association internationale des travailleurs », *Œuvres I*, op. cit., p. 469.

11. Friedrich ENGELS, « Introduction » (1891) à *La Guerre civile en France* de Karl MARX (1871), in Karl MARX & Friedrich ENGELS, *Inventer l'inconnu*, Paris, La Fabrique, 2008, p. 206.

Au regard de ces fondements qui définissent la nature *socialiste* d'une révolution, celle d'Octobre 17 doit être caractérisée de révolution socialiste *confisquée*. En effet, si le parti bolchevik a incontestablement été à l'avant-garde du mouvement communiste international et a catalysé le processus révolutionnaire en Russie, il s'avère également que, dès l'insurrection, il s'est progressivement substitué aux soviets en assumant le pouvoir à leur place. Il grignotera de même tous les autres leviers que la classe ouvrière détenait encore entre ses mains — comme les comités de fabrique ou la direction des entreprises — au profit d'un État qui, au lieu d'être détruit et réorganisé sur de nouvelles bases, sera utilisé tel quel. Plus encore, au lieu de voir « les côtés les plus nuisibles » de cet État être « rognés au maximum », ce dernier ne fera que se renforcer sous l'impulsion des bolcheviks. Non seulement le pouvoir des conseils ouvriers et le contrôle sur l'appareil d'État échappent à la classe ouvrière, mais le parti bolchevik va s'accaparer ces deux instances et les retourner contre cette dernière. Enfin, le parti bolchevik délaisse progressivement le développement de la révolution internationale au profit de la défense du bastion russe pour finir par adopter la théorie du « socialisme en un seul pays ». L'adhésion officielle à cette conception lors du XIV^e congrès du PCUS en 1925 matérialise le reniement final des bolcheviks à l'internationalisme prolétarien et signera la mort définitive de la révolution russe.

Sur les raisons de cette confiscation

COMMENT COMPRENDRE cette confiscation du pouvoir prolétarien et cette rapide involution du processus révolutionnaire ? Assurément, les conditions matérielles désastreuses en Russie, la poursuite de la guerre avec l'Allemagne jusqu'au traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918, l'encercllement hostile de la jeune révolution par les grandes puissances durant trois années encore, ainsi que le contexte socio-politique international défavorable d'après-guerre, tout cela ne constituait pas un terrain propice à la généralisation de la révolution — « au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne » comme l'espéraient Marx et Engels¹² — et hypothéquait d'autant le devenir de l'expérience soviétique.

Cependant, si la généralisation internationale d'un processus révolutionnaire est une condition nécessaire pour le développement d'une politique socialiste, elle n'offre pas une garantie suffisante en soi : encore faut-il qu'elle puisse se faire sur des bases principielles conformes au projet socialiste. Or, sur ce plan, les bolcheviks développèrent une politique

12. Friedrich ENGELS, *Les principes du communisme*, in Karl MARX, *Œuvres I*, op. cit., p. 1584.

néfaste aux intérêts de la révolution dès la prise du pouvoir, en Russie d'abord, sur le plan international ensuite : la défense du bastion russe prendra petit à petit le pas sur les nécessités de la révolution internationale, au détriment de cette dernière.

Cette politique menée par les bolcheviks ne peut donc s'expliquer par le seul contexte matériel et extérieur défavorable. Ce dernier ne fera qu'accélérer une orientation qui s'écartait déjà des principes fondamentaux d'une révolution socialiste sur bien des points. Cette orientation découle de conceptions erronées ou encore immatures au sein du mouvement communiste à l'époque. Elles portent sur des questions aussi fondamentales que celles de savoir : qui exerce le pouvoir — les soviets ou le parti ; quels sont les rapports qui s'établissent entre le parti, l'État et les soviets après la prise de pouvoir ; qui détient le monopole de la violence et l'exercice de la justice ; quels sont les rapports à établir avec toutes les autres couches exploitées ; quel sort réserver aux tâches non encore réalisées par la bourgeoisie lorsqu'une révolution éclate dans un pays arriéré ; le capitalisme d'État est-il la dernière forme prise par un capitalisme moribond ou constitue-t-il un marchepied indispensable à l'avènement du socialisme comme le pensait fermement Lénine, etc.

Les insuffisances théoriques et les confusions sur toutes ces questions n'étaient pas propres au parti bolchevik mais elles traversaient — à des degrés divers — l'ensemble du mouvement ouvrier international. Elles découlaient du manque de recul historique — seule la Commune de Paris pouvait faire office de référence — mais aussi d'un manque cruel d'approfondissement du marxisme et d'un rétablissement de ses fondements malmenés par le réformisme. Certes, ce travail fut entamé par diverses gauches au sein de la social-démocratie mais de façon hétérogène, partielle et en l'absence de conclusions claires et partagées. Or, il portait sur des questions aussi fondamentales que la compréhension de la période historique ouverte par la Première Guerre mondiale et les tâches qui en découlaient, la nature et le rôle des syndicats, l'analyse de l'impérialisme et l'attitude à adopter face à la question nationale, les rapports existant entre les organes unitaires de la classe ouvrière et ses avant-gardes politiques, la bonne compréhension des contradictions économiques du capitalisme, etc. En conséquence, la nouvelle Internationale communiste (I.C.) qui se constitue en mars 1919 au sommet de la vague des mouvements révolutionnaires se verra contrainte de fusionner dans la précipitation des patrimoines politiques aux contenus très hétérogènes. Pire, avec l'épuisement de la dynamique des luttes en Europe, l'Internationale communiste subira la mainmise du parti bolchevik et de l'État russe pour se transformer rapidement en instrument de ce dernier.

L'aboutissement de cette confiscation

L'IDÉE COMMUNÉMENT ADMISE à l'époque était que la contre-révolution viendrait avant tout de l'extérieur et qu'il s'agissait alors prioritairement de faire front en resserrant les rangs pour essayer de s'en préserver en attendant l'éclatement de la révolution dans d'autres pays. Or, le développement de la contre-révolution s'est déployé autant de l'intérieur que de l'extérieur de la Russie. En effet, les conditions extérieures défavorables ne peuvent seules expliquer la répression des grèves, l'étouffement de la vie dans les soviets et comités de fabriques, la mise sur pied de la Tchéka, le transfert du contrôle du gouvernement (le *Sovnarkom*) des mains du congrès pan-russe des soviets au parti bolchevik, la répression des makhnovistes et anarchistes, l'écrasement de la révolte de Cronstadt, l'implantation des méthodes tayloristes, la réintroduction des anciens dirigeants d'usine dans leurs fonctions et privilèges, la suppression de tous les mécanismes démocratiques au sein de l'Armée rouge, etc. Tout cela procède de conceptions erronées sur la nature *socialiste* de la révolution, sur le rôle du parti et des conseils ouvriers, sur l'emploi de la violence pour résoudre des contradictions apparaissant *au sein* de la classe ouvrière, sur la fusion de tous les pouvoirs dans les mains du parti, sur la fonction et la place de l'État post-révolutionnaire, etc.

À tous ces niveaux, la responsabilité du parti bolchevik fut écrasante ; la politique menée devint rapidement l'antithèse du projet et du but socialiste et aboutira à la mise en place d'un capitalisme d'État perpétuant la domination politique sur la classe ouvrière ainsi que son exploitation économique :

[...] le capitalisme d'État serait *un pas en avant* par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des soviets. Si, dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'État, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible. [...] si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'État, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. [...] notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie [...] ¹³.

13. LÉNINE, « Sur l'infantilisme de "gauche" et les idées petites-bourgeoises », *Œuvres*, t. 27, Moscou, Éditions du Progrès, 1961, p. 349, 354 et 355-356. Il s'agit de la réponse de Lénine (5 mai 1918) aux thèses des communistes de gauche parues dans *Kommunist*, n° 1.

Que Lénine puisse penser que l'instauration du capitalisme d'État serait « la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible » et que cette instauration « ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr » constitue une préfiguration, on ne peut plus claire, de la possibilité du socialisme en un seul pays, possibilité non absolument conditionnée par une victoire dans un autre pays mais par la seule vertu de l'adoption de « procédés dictatoriaux pour implanter le capitalisme d'État en Russie »¹⁴.

De même, alors que Lénine écrivait encore quelques mois plus tôt que « chaque cuisinière doit apprendre à gouverner l'État », c'est lui qui fait appel aux « spécialistes » dans les entreprises et prône l'élimination du contrôle ouvrier pour faire face à la « désorganisation de l'économie » :

Force nous a été de recourir maintenant au vieux procédé, au procédé bourgeois, et de consentir à payer un prix très élevé les « services » des plus grands spécialistes bourgeois. [...] Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, ce serait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses¹⁵.

Le diagnostic des communistes de gauche

LA FRACTION des communistes de gauche au sein du parti bolchevik apparut au début de l'année 1918 autour de l'attitude à adopter face à la poursuite de la guerre. Elle regroupait des personnalités en vue comme Boukharine, Radek, Ossinski, Smirnov... et acquit une certaine influence puisqu'elle fut un court instant majoritaire. C'est elle qui formulera pour la première fois, et à peu près dans les mêmes termes que ceux repris ci-dessus, ce diagnostic d'involution de la révolution russe. Ainsi, six mois seulement après la prise du pouvoir, Radek écrira avec beaucoup de prémonition dans le premier numéro de la revue *Kommunist* :

Aujourd'hui, alors que nous vivons la première expérience de la révolution socialiste, cette autocritique est plus que jamais nécessaire. Si la révolution russe était écrasée par la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait comme le Phénix ; si par contre elle perdait son caractère socialiste, et décevait par ce

14. Avec le recul de l'histoire, toute l'ironie et les caractérisations déversées par Lénine sur les communistes de gauche dans sa critique de leurs thèses pourraient facilement lui être retournées tant ses propres conceptions étaient empreintes de cette « naïveté enfantine » et « inconsistance » dont il accusait si promptement ses contradicteurs.

15. LÉNINE, « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », *Œuvres*, t. 27, *op. cit.*, p. 257 et 258.

fait les masses ouvrières, alors ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale ¹⁶.

Sorine, un autre membre de la fraction de gauche, s'exprimait encore plus clairement dans le numéro quatre de la même revue en juin 1918 :

Nous nous rendons compte qu'une politique prolétarienne ferme, à l'intérieur comme à l'extérieur, peut provoquer de terribles dangers et peut même entraîner notre perte. Mais nous estimons que dans l'intérêt du mouvement prolétarien international, il est préférable de périr de la main des forces extérieures comme véritable pouvoir du prolétariat, que de survivre en s'adaptant aux circonstances, en rejetant les principes communistes et en laissant dégénérer le pouvoir soviétique dont ne serait conservée que son enveloppe extérieure : « la marque » des soviets prolétariens, tandis que son contenu serait devenu tout à fait non prolétarien. Cette seconde voie mène à la décomposition, à la corruption du pouvoir soviétique et au découragement des masses ouvrières en Russie comme en Occident ¹⁷.

Quelle politique mener lorsqu'une révolution est en butte à des conditions objectives défavorables, à un isolement international et à une guerre civile soutenue par l'étranger ? Quelles orientations adopter dans cette conjoncture tout en restant fidèle aux principes et au projet socialiste ? C'est à toutes ces questions que les membres de la fraction de gauche du parti bolchevik se consacreront dans la revue *Kommunist* dont nous proposons ici l'intégralité des quatre numéros publiés d'avril à juin 1918.

La substance de leur réponse est toute entière contenue dans les deux citations ci-dessus. En l'occurrence, face aux énormes difficultés rencontrées par la révolution, mieux vaut périr de la main des forces extérieures en tant que véritable pouvoir prolétarien que de « tenir en rejetant les principes communistes » et perdre ainsi le « caractère socialiste » de la révolution. Altérer les principes de la révolution au profit d'une *realpolitik* allait être « dix fois plus terrible pour l'avenir de la révolution russe et internationale » car cela ouvrirait la porte à une contre-révolution menée de l'intérieur mais réalisée au nom de la révolution et endossant les habits et les attributs de cette dernière !

En d'autres mots, les communistes de gauche avaient déjà conscience qu'une dégénérescence du pouvoir soviétique aboutirait inévitablement « au découragement des masses ouvrières en Russie comme en Occident ». Plutôt perdre le pouvoir que cautionner le mensonge identifiant la révolution avec un régime qui n'aurait plus de socialiste que le nom. Tel était leur

16. Karl RADEK, « Cinq mois après », *Kommunist*, n° 1, p. 67.

17. Vladimir SORINE, « À propos du pouvoir soviétique », *Kommunist*, n° 4, juin 1918, p. 278.

credo : mieux valait être défait comme la Commune de Paris que participer à une « corruption du pouvoir » dénaturant le socialisme et la révolution. Pourquoi ? Parce que dans le premier cas, la révolution n'aura pas dérogé à ses principes et pourra alors « renaître comme le Phénix » tandis que dans l'autre, l'assimilation de la contre-révolution au socialisme servira de repoussoir pendant des décennies entières pour écarter toute idée de révolution et de socialisme. L'on ne saurait être plus prémonitoire !

Une démarche propre à la Gauche Communiste Internationale

LA GAUCHE COMMUNISTE¹⁸ d'Italie défendra cette même ligne de conduite deux décennies après lorsqu'elle tirera les leçons du massacre de la révolte de Cronstadt décidé par le parti bolchevik :

Le problème se pose donc ainsi pour nous. Des circonstances se produisent où un secteur prolétarien — et nous concédons même qu'il ait été la proie inconsciente de manœuvres ennemies — passe à la lutte contre l'État prolétarien. Comment faire face à cette situation ? En partant de la question principielle que ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat. Il valait mieux perdre Cronstadt que de le garder au point de vue géographique, alors que substantiellement cette victoire ne pouvait avoir qu'un seul résultat : celui d'altérer les bases mêmes, la substance de l'action menée par le prolétariat. Nous connaissons l'objection : mais la perte de Cronstadt aurait été une perte

18. La Gauche Communiste Internationale réfère à un ensemble politique, certes hétérogène et non unifié, mais qui (a) émerge parmi les expressions les plus avancées des mouvements révolutionnaires après la première guerre mondiale ; (b) s'est rapidement distancé de la dégénérescence de la révolution russe et de l'involution de la III^e Internationale ; et (c) qui le fait en s'appuyant sur les fondements du marxisme et de la nature d'une révolution prolétarienne. La première manifestation de cette Gauche Communiste Internationale émerge en Russie avec la fraction de gauche du parti bolchevik ; elle connaîtra des prolongements majeurs avec les *Décistes* et le *Groupe ouvrier communiste* autour de Miasnikov. En Europe de l'Ouest, elle se cristallisera autour du bureau d'Amsterdam de la III^e Internationale et regroupera parmi ses expressions les plus claires, la gauche germano-hollandaise avec Anton Pannekoek et Herman Gorter, ainsi que la gauche anglaise avec Sylvia Pankhurst. Elle se manifestera ensuite en Allemagne avec le KAPD, les AAUD, le KAPN, et la KAL. S'y rajoute ensuite la gauche italienne qui se formera autour du *Comité d'Entente* en 1925, des *Thèses de Lyon* en 1926 (Bordiga) et des groupes dans l'émigration autour des revues *Prometeo*, *Bilan*, *Communisme* et *Octobre* entre 1928 et 1939 (Perrone) ainsi que *Le Réveil communiste* et *L'Ouvrier communiste* entre 1927 et 1931 (Pappalardi). La gauche germano-hollandaise ne sera pas en reste avec des groupes comme le PIC en Belgique, le GIK aux Pays-Bas, les revues *International Council Correspondence*, *Living Marxism* et *New Essays* aux États-Unis, entre 1934 et 1943 (Paul Mattick). Enfin, après la seconde guerre mondiale, nous pouvons citer le *Parti Communiste International* autour de Bordiga et le *Parti Communiste Internationaliste* en Italie autour de Damen, la *Gauche Communiste de France* entre 1943 et 1952 (Marc Chirik), le *Ferment Ouvrier Révolutionnaire* de Munis et le *Spartacusbond*.

décisive pour la révolution, peut-être la perte de la révolution elle-même. Ici nous touchons au point sensible. Quels sont donc les critères de l'analyse ? Ceux découlant des principes de classe ou les autres que l'on peut retirer des situations ? Plus concrètement. Ceux qui nous portent à considérer qu'il vaut mieux que les ouvriers fassent une erreur même mortelle, ou bien les autres qui nous font dire qu'un accroc doit être fait à nos principes car ensuite les ouvriers nous sauront gré de les avoir défendus même par la violence ¹⁹ ?

Un tel positionnement ne se fonde pas sur un postulat moral ou un refus de se « salir les mains » mais il part du principe que la fin ne peut justifier l'emploi de n'importe quels moyens, que ces derniers doivent correspondre au but sous peine de le dénaturer, mais aussi et surtout que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », c'est-à-dire qu'elle ne peut être imposée à ses acteurs malgré eux. Comme le dit Vercesi : « ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat ». Cette ligne de conduite est en tous points identique à celle déjà tracée par la fraction de gauche du parti bolchevik :

Si le prolétariat ne sait pas comment créer les conditions nécessaires à l'organisation socialiste du travail, personne ne peut le faire à sa place et personne ne peut l'obliger à le faire. Le bâton, s'il est levé contre les travailleurs, se trouvera dans les mains d'une force sociale qui sera, soit sous l'influence d'une autre classe sociale, soit dans les mains du pouvoir soviétique. Le pouvoir des soviets sera alors obligé de s'appuyer, contre le prolétariat, sur une autre classe (par exemple la paysannerie) et par là même il se détruira lui-même en tant que dictature du prolétariat. Le socialisme et l'organisation socialiste seront construits par le prolétariat lui-même ou ils ne seront pas construits du tout ; quelque chose d'autre sera installé : le capitalisme d'État ²⁰.

Et à ceux qui reprochaient à cette ligne de conduite d'être défaitiste, Vercesi répondait tout comme les communistes de gauche du parti bolchevik l'avaient fait avant lui :

Toute situation fait apparaître deux sortes *opposées* de critères qui amènent à deux conclusions tactiques bien *opposées*. Si nous nous basons sur la juxtaposition des *formes* nous en arrivons aux conclusions qui se dégagent de la proposition suivante : tel organisme est le prolétariat ; il faut le défendre parce qu'il est tel, même si nous devons pour cela briser un mouvement ouvrier. Si nous nous basons par contre sur la juxtaposition *substantielle*, nous en arrivons à des conclusions opposées : un mouvement prolétarien qui est manœuvré par l'ennemi porte en lui-même une contradiction organique opposant les prolétaires à ses ennemis ; pour faire éclater cette contradiction, il faut faire

19. VERCESI (Ottorino PERRONE), « La question de l'État », *Octobre*, n° 2, mars 1938, p. 8-9.

20. Nikolai OSSINSKI, « La construction du socialisme », *Kommunist*, n° 2, p. 141.

œuvre de propagande et EXCLUSIVEMENT de propagande parmi les ouvriers qui au cours des événements eux-mêmes recouvriront la force de classe leur permettant de briser le jeu de l'ennemi. Mais si par hasard il devait être vrai que l'enjeu réel de tel ou de tel autre événement est la perte de la révolution, il est certain que la victoire obtenue par la violence serait non seulement une dissimulation de la réalité (des événements historiques comme la révolution russe ne dépendent jamais d'un épisode et l'écrasement de Cronstadt ne peut avoir sauvé la révolution que pour les esprits superficiels), mais détermine la condition pour la perte effective de la révolution : l'atteinte aux principes ne restant pas localisée, mais se généralisant à tout le cours de l'activité de l'État prolétarien ²¹.

Cette ligne de conduite — propre aux communistes de gauche et à tous ceux qui, comme eux, s'appuyaient sur les véritables fondements d'une société socialiste — constitue la trame générale des positionnements de la fraction de gauche du parti bolchevik sur toutes les questions qui se poseront à la jeune révolution.

Les racines théoriques des communistes de gauche

LES DÉSACCORDS au sein du parti bolchevik se sont formellement manifestés dans le sillage des divergences surgies autour de la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, mais, en réalité, ils cristallisaient des questions essentielles et plus générales que le mouvement communiste international n'avait malheureusement pas eu le temps d'approfondir et de résoudre pour en tirer toutes les implications au niveau politique :

— Sur la nature de la période ouverte par la Première Guerre mondiale : à l'instar de Rosa Luxemburg, les futurs communistes de gauche pensaient que le capitalisme était devenu historiquement obsolète et cherchaient à en cerner toutes les implications. Certes, cette idée de caducité historique du mode de production capitaliste était largement partagée dans le mouvement communiste mais d'énormes divergences subsistaient quant à ses fondements et conséquences. Ainsi, autant les communistes de gauche étaient convaincus du « déclin mondial des forces productives ²² », autant Lénine pensait que « dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant ²³ ». Une telle divergence d'appréciation

21. VERCESI (Ottorino PERRONE), « La question de l'État », *Octobre*, n° 2, mars 1938, p. 8-9.

22. « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist*, n° 1, p. 75.

23. « [...] Ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme [...] Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité

ne pouvait manquer d'engendrer des analyses et positionnements très différents, tant sur la nature du capitalisme d'État que de l'impérialisme ou de la question nationale.

— Sur les implications qui découlaient de cette caractérisation de caducité du capitalisme au niveau des luttes immédiates de la classe ouvrière et des tâches des communistes, à savoir le maintien ou non de la nécessité de défendre un programme minimum. Ainsi, tout comme Rosa Luxemburg qui pensait que « quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile [...] À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale²⁴ », les communistes de gauche estimaient que la tâche de l'heure était de lutter partout pour la révolution communiste internationale et que le parti ne devait plus opérer de distinction entre le programme minimum et maximum. Lénine, par contre, estimait qu'« il est ridicule d'abandonner le programme minimum qui est essentiel aussi longtemps que nous vivons dans le cadre d'un ordre bourgeois...²⁵ ».

— Sur les implications découlant de cette caractérisation du mode de production capitaliste en tant que système obsolète par rapport à la nécessité historique d'abolir l'État bourgeois de fond en comble et de s'engager dans la voie du dépérissement du nouvel État surgi après la prise de pouvoir : avant Octobre 17, Boukharine était en désaccord avec Lénine sur cette question. Puis, ce dernier fait paraître son ouvrage *L'État et la révolution* où il rejoint globalement les thèses déjà développées par Boukharine. Cependant, les divergences sur cette question resurgiront après la révolution.

— Sur la nécessité immédiate d'arriver à la plus grande homogénéité possible au sein du mouvement communiste international : ainsi, en mars 1918, les communistes de gauche défendaient la nécessité d'élaborer un programme unifié pour constituer un parti prolétarien international alors

de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre)» in LÉNINE, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Œuvres, t. 22, Moscou, Éditions du Progrès, 1960, p. 324.

24. ROSA LUXEMBURG, « Réforme ou Révolution », *Œuvres I*, Paris, Petite Collection Maspero, 1976, p. 35.

25. LÉNINE, cité par LÉONARD SCHAPIRO, *Les Bolchéviques et l'Opposition (1917-1922)*, Paris, Les nuits rouges, 2007, p. 167.

que Lénine estimait que cette éventualité ne pouvait advenir « tant que la révolution prolétarienne n'aura pas conquis au moins un pays²⁶ ». Cette appréciation ne peut surprendre que ceux qui croient que, pour Lénine, la révolution prolétarienne serait déjà advenue par le simple fait de la prise de pouvoir en Octobre 17 !

— Sur l'analyse de l'impérialisme et du positionnement envers la question nationale : en 1915, Piatakov et Boukharine défendaient également des thèses très proches de celles de Rosa Luxemburg et fort éloignées de celles de Lénine puisqu'ils pensaient que « le slogan de "l'auto-détermination des nations" est avant tout *utopique* » et même « nuisible car c'est un slogan qui *sème des illusions*²⁷ ».

Bien d'autres questions aussi fondamentales faisaient l'objet d'analyses divergentes au sein du mouvement communiste international. Malheureusement, tous ces débats n'ont pas été résolus à l'époque et sont tombés dans l'oubli, alors que cette période est l'une des plus riches au niveau théorique²⁸. Dans cette mesure, toutes ces questions de fond que le mouvement communiste n'a pas réussi à discuter rebondissent durant la première moitié de l'année 1918 en Russie et sont portées par la fraction de gauche du parti bolchevik dans les quatre numéros de la revue *Kommunist*.

Les désaccords des communistes de gauche

SI LA QUESTION DE LA PAIX signée à Brest-Litovsk et de ses conséquences est encore largement abordée, les débats vont s'élargir à la politique à mener en Russie : les mesures économiques à prendre, la réorganisation de l'Armée rouge en armée traditionnelle, le sort des organes unitaires de la classe ouvrière comme les soviets ou les comités d'usine, etc. Sur tous ces thèmes, les communistes de gauche s'opposeront à la politique de Lénine qui veut instaurer un capitalisme d'État en substituant « une

26. LÉNINE, cité par Léonard SCHAPIRO, *ibid.*, p. 167–168.

27. PIATAKOV, BOSCH, BOUKHARINE : « Thèses sur le droit des nations à l'autodétermination », article paru dans *Kommunist*, n° 1–2, Genève 1915. Ce journal au numéro unique est à distinguer de celui qui paraîtra en 1918 à Saint-Petersburg (dix numéros), puis à Moscou (quatre numéros).

28. Dans son ouvrage sur *Les bolcheviks et l'Opposition (1917–1922)*, Schapiro signale l'existence d'une série de brochures parues durant l'année 1917 et restituant les débats animés qui se sont tenus entre Lénine et le groupe bolchevik de Moscou dont beaucoup de membres allaient devenir communistes de gauche en 1918. Ces débats vont rebondir un an après à la suite du VII^e congrès du parti. Ils paraîtront notamment dans deux recueils de textes relatifs à la révision du programme du parti bolchevik ainsi que dans deux périodiques. Malheureusement, ces documents n'ont jamais fait l'objet de traductions à notre connaissance.

discipline de fer » sur le lieu de travail au contrôle ouvrier encore exercé par les ouvriers dans les entreprises, en faisant appel aux anciens spécialistes pour relancer la production et en préconisant des accords avec les anciens propriétaires des grandes firmes capitalistes pour obtenir leur coopération :

Nos vraies discordes [...] concernent la ligne de partage entre le capitalisme d'État et l'État-commune socialiste. Il ne serait pas difficile de montrer que la conception actuelle de l'abandon de la prise collective des décisions, basée sur une défiance envers la force des organisations ouvrières, contredit absolument le beau mot d'ordre formulé jadis par le camarade Lénine : « Enseigner toutes les cuisinières pour qu'elles dirigent l'État ». Il ne serait pas difficile de montrer aussi que « les organisateurs des trusts » (non le personnel technique, mais les capitalistes *comme tels*) n'ont rien à voir avec les anciens mots d'ordre élevant l'activité du prolétariat ²⁹.

Au delà de la question de savoir si les communistes de gauche avaient eu tort ou raison sur l'une ou l'autre de ces questions, ce qui importe — et le lecteur ne manquera pas d'en être frappé — c'est le fait que cette fraction du parti ait eu le mérite d'essayer d'y répondre en s'appuyant sur les principes essentiels qui fondent la nature *socialiste* de la révolution tels que nous les avons rappelés au début de cette préface.

Ainsi, sur la question de la signature d'une paix séparée mettant fin à la guerre avec l'Allemagne (Brest-Litovsk), les communistes de gauche maintiendront et amplifieront leurs critiques face aux conséquences néfastes qui en découlent, tant sur le plan extérieur qu'intérieur. Radek rappellera le sens profondément internationaliste de leur positionnement sur Brest-Litovsk :

... la révolution européenne était une question de vie ou de mort pour la révolution russe [...]. En février 1918, les forces révolutionnaires en Europe furent insuffisantes pour protéger la révolution russe du violent brigandage de l'impérialisme allemand. Mais après en cessant de miser sur la révolution européenne, la révolution russe a signé sa condamnation à mort. On ne peut pas réaliser le socialisme dans un seul pays, surtout dans un pays arriéré ³⁰.

Il jugera qu'avec la signature de cette paix séparée avec l'Allemagne, le pouvoir soviétique cesse de miser sur la révolution européenne et signe par la même occasion son arrêt de mort. Dès lors, face à la politique de droite menée par Lénine et le parti bolchevik disant : « Oui, nous avons

29. Nikolai BOUKHARINE, « Certaines notions essentielles de l'économie moderne », *Kommunist*, n° 3, p. 224.

30. Karl RADEK, « La politique extérieure de la République soviétique », *Kommunist*, n° 2, p. 130 et p. 132.

espéré et nous espérons toujours une révolution européenne mais, pour le moment, elle n'a pas lieu, c'est pourquoi nous sommes obligés d'avoir affaire aux camps impérialistes. Nous sommes forcés de manœuvrer entre eux », les communistes de gauche répondent :

Il y a des limites bien précises à ne pas franchir quant aux manœuvres qu'envisage de faire le pouvoir soviétique. Si c'était l'État ou un commandant bourgeois qui manœuvrait, il ne devrait suivre que les règles de l'art militaire. Pour lui, il n'y aurait rien d'interdit. Il pourrait conclure des alliances avec tous les adversaires possibles de son ennemi. Mais nous, nous n'avons qu'un allié : le prolétariat international qui commence à mobiliser ses forces. Tous les États entre lesquels nous sommes obligés de manœuvrer sont nos ennemis de classe. Voilà qui définit les limites de nos manœuvres. *Si miser sur la révolution européenne n'est pas une phrase, une icône devant laquelle on prie matin et soir et qui n'exerce aucune influence sur notre activité quotidienne, alors ne manœuvrons pas si cela doit affaiblir les forces montantes de la révolution européenne.* La solidarité internationale du prolétariat est la condition *indispensable* de la révolution européenne. Toute manœuvre qui sape la foi du prolétariat européen dans la solidarité prolétarienne internationale retarde le développement de la révolution européenne et vide ainsi de sens notre politique, dont le but est précisément de se maintenir jusqu'à la révolution européenne, donc de la précipiter³¹.

Quant à la nature du pouvoir issu d'Octobre 17, il est vrai que les communistes de gauche ne remettent pas en question le rôle dirigeant du parti bolchevik et sa substitution au pouvoir des conseils ouvriers, politiques auxquelles ils avaient eux-mêmes contribué. Cependant, bien plus que le reste du parti, ceux-ci défendent la nécessité pour la classe ouvrière de préserver ses organes où elle exerce son auto-activité. Ainsi, sont-ils convaincus que la politique suivie par le parti bolchevik « favorise le déclin de l'activité du prolétariat et de sa conscience » :

L'introduction de la discipline dans le travail en corrélation avec la restauration de la direction capitaliste de la production n'augmente pas la productivité du travail ; par contre elle réduit l'autonomie de classe, l'activité et le degré d'organisation du prolétariat. Elle menace d'étouffer la classe ouvrière [...] La centralisation bureaucratique de la République des soviets et le retour des bourgeois brasseurs d'affaires et des petits-bourgeois ne peuvent que favoriser le déclin de l'activité du prolétariat et de sa conscience de classe, et en fin de compte favoriser l'éloignement du parti des ouvriers. [...] La forme du contrôle par l'État des entreprises se développera dans la direction de la centralisation bureaucratique et dans celle du règne des commissaires en tout genre, vers la suppression de l'indépendance des conseils locaux et vers le rejet, dans la pratique, du principe de l'État Commune *administré par la base*³².

31. Karl RADEK, *ibid.*, p. 134.

32. « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist*, n° 1, p. 81.

Concernant la politique à adopter à l'égard de l'État post-révolutionnaire, Boukharine propose d'ajouter au programme du parti bolchevik une clause sur le dépérissement de l'État lors de son VII^e congrès en mars 1918. Lénine s'y oppose en arguant que : « Pour le moment, nous sommes, sans aucun doute, des partisans de l'État. [...] On peut toujours se demander à quel moment l'État commencera à dépérir... Mais en proclamant à l'avance ce dépérissement, on va à l'encontre de la perspective historique³³ ». Or, penser que la perspective historique est au renforcement de l'État quelques mois seulement après avoir rédigé *L'État et la révolution* montre, si besoin est, les lacunes théoriques existantes ainsi que la pression terrible des événements sur le positionnement de Lénine et de la majorité du parti bolchevik.

Cette question de l'attitude envers l'État post-révolutionnaire — dépérissement *versus* renforcement — déterminera la politique d'accords préconisés par Lénine à l'égard des anciens patrons. À cette politique, les communistes de gauche répondront :

Au lieu de passer des nationalisations à la socialisation générale de la grande industrie, les accords avec les « capitaines d'industrie » vont mener à la formation de grands trusts, dirigés par eux et embrassant les principales branches de l'industrie, qui auront l'apparence d'entreprises d'État. Un tel système d'organisation de la production fournit la base sociale pour l'évolution vers le capitalisme d'État et n'est qu'une étape transitoire vers ce dernier³⁴.

Il en va de même en ce qui concerne le contrôle ouvrier : les communistes de gauche s'opposent au décret de Lénine voulant l'abolir.

A contrario, ils plaident pour « l'activité autonome de la classe ouvrière » où « il doit y avoir un chef d'orchestre, mais ce doit être la classe ouvrière elle-même³⁵. »

Les communistes de gauche étaient également très lucides sur les conséquences « extrêmement dangereuse pour la cause du prolétariat russe et international » de l'orientation prise par les bolcheviks, une orientation qui « affaiblit toujours plus la signification révolutionnaire internationale du pouvoir des soviets et de la révolution russe ». Leur diagnostic est sans appel et particulièrement prémonitoire sur l'avenir qui attend la révolution russe :

La ligne politique ainsi définie ne peut que renforcer, contre la Russie, l'influence des forces contre-révolutionnaires externes et internes, détruire la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière et couper la révolution russe de la

33. LÉNINE, « Compte rendu des débats au VII^e congrès », cité par Léonard SCHAPIRO, *Les Bolchéviques et l'Opposition (1917-1922)*, op. cit., p. 168.

34. « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist*, n^o 1, p. 79.

35. LÉNINE, *Œuvres*, t. 27, op. cit., p. 494.

révolution internationale ; elle aboutirait à des effets préjudiciables à leurs intérêts communs³⁶.

Ils prévoient même ce qui adviendra peu de temps après, à savoir les compromissions et accords secrets passés avec l'impérialisme allemand lors de la signature du traité de Rapallo le 16 avril 1922, accords qui permettent à l'armée allemande de réorganiser ses forces sur le territoire soviétique pour échapper aux clauses du traité de Versailles :

En politique étrangère, la tactique offensive de dénonciation ouverte de l'impérialisme va être remplacée par des tractations diplomatiques de l'État russe avec les puissances impérialistes. La République soviétique signera non seulement des accords commerciaux avec elles, mais elle pourra également forger des liens organiques économiques et politiques avec elles en se servant de leur appui militaire et politique³⁷.

L'orientation alternative des communistes de gauche

FACE À TOUTES CES CRITIQUES, quelle était l'orientation alternative préconisée par les communistes de gauche ? Il est frappant de constater qu'ici aussi ce qui guide la réflexion de cette fraction du parti bolchevik n'était pas la contingence des événements mais, tout en tenant compte de la réalité et en répondant concrètement aux problèmes posés par la révolution, ils recherchaient des solutions dans le cadre du respect des principes inhérents à une révolution socialiste :

Les communistes prolétariens considèrent comme essentiel de prendre une direction politique différente. Ils ne sont pas d'accord pour sauvegarder une oasis de conseils ouvriers dans le nord de la Russie en faisant des concessions qui la transforment en État petit-bourgeois. [...] Une fois que la bourgeoisie est brisée et n'est plus capable de mener un combat ouvert, les méthodes « militaires » ne sont pour l'essentiel plus nécessaires. [...] Trois choses sont nécessaires : une politique de classe internationaliste et décidée, combinant propagande et action révolutionnaires internationales, et renforcement des liens organiques avec le socialisme international (et non avec la bourgeoisie internationale) [...] Le refus des accords politiques et militaires qui feraient de la République des soviets un instrument des camps impérialistes. [...] La nationalisation des banques doit être combinée avec la socialisation de la production industrielle et la liquidation complète des vestiges capitalistes et des survivances féodales dans les rapports de production qui handicapent les grandes organisations planifiées. La direction des entreprises doit être remise à un corps

36. « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist*, n° 1, p. 82.

37. « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist*, n° 1, p. 78.

mixte d'ouvriers et de personnel technique, sous le contrôle et la conduite des conseils économiques locaux. Toute la vie économique doit être soumise au contrôle organisé de ces conseils élus par les ouvriers, sans la participation des « éléments qualifiés » mais avec la participation des syndicats et du personnel technique des entreprises. [...] Organisation de communes de consommateurs, restriction de la consommation des classes prospères et confiscation de leurs biens en excès. Dans les campagnes, organisation de la pression des paysans pauvres contre les riches, développement à grande échelle de l'agriculture socialisée et soutien aux formes de travail de la terre, par les paysans pauvres, qui vont dans le sens de l'agriculture socialisée. [...] Refus du travail à la pièce et de l'allongement du temps de travail qui, dans des conditions de développement du chômage, n'ont pas de sens ; par contre mise en place de conseils économiques locaux et de syndicats aux standards de l'industrie ; et diminution du temps de travail du fait de l'augmentation du nombre des équipes et de l'organisation à large échelle de travaux sociaux. Large indépendance octroyée aux Conseils locaux et rejet de toute limitation de leurs activités par des commissaires envoyés par le pouvoir central. Le pouvoir soviétique et le parti du prolétariat doivent rechercher l'autonomie de la classe et des larges masses ; tous les efforts doivent être dirigés vers son développement³⁸.

Cet extrait ainsi que la lecture des numéros de *Kommunist* montrent à suffisance que cette fraction de communistes de gauche n'avait rien d'une opposition purement théorique mais qu'elle traduisait aussi toutes ses orientations politiques en pratique, traduction d'autant plus aisée que ses animateurs principaux occupaient de hautes responsabilités et qu'ils étaient très au fait des réalités et difficultés concrètes rencontrées par la révolution.

Reculer pour mieux sauter ?

ENFIN, L'IDÉE a souvent été avancée que la politique de concessions menée par le parti bolchevik n'était qu'un recul tactique et temporaire dans l'attente de la révolution internationale. En d'autres mots, que les communistes de gauche n'étaient que des utopistes incapables de s'adapter à la réalité afin de sauvegarder l'essentiel. L'argument est d'autant plus fort qu'il a été avancé par Lénine lui-même pour justifier les modifications de sa ligne politique et que la signature du traité de Brest-Litovsk n'a pas signifié un coup d'arrêt brutal à la révolution internationale comme le craignaient les communistes de gauche puisque les mouvements révolutionnaires en Allemagne culmineront entre la fin 1918 et début 1919,

38. « Thèses sur la situation actuelle », *Kommunist*, n° 1, p. 82.

que la révolution hongroise éclatera entre mars et août 1919 et qu'une insurrection se développera en Bulgarie en septembre 1918.

Il est incontestable que, tout comme les communistes de gauche, Lénine partageait l'idée qu'il fallait œuvrer au développement de la révolution internationale. Cependant, la *realpolitik* de ce dernier — comme l'appelaient les communistes de gauche — ne se limitait pas à être tactique et temporaire mais devenait de plus en plus principielle et définitive. Ainsi, l'argumentation développée par Lénine correspondait de moins en moins à la réalité et aux principes d'une révolution prolétarienne mais se calquait sur les schémas tirés des révolutions bourgeoises au XIX^e siècle. Il en va ainsi de toute son argumentation historique comparant la défaite subie par la Russie à Brest-Litovsk à l'humiliation de la Prusse par Napoléon I^{er} et à la capacité de cette même Prusse qui « se remit sur pied au bout de quelques années et, dans une guerre libératrice, secoua le joug de Napoléon³⁹ ». Lénine pensait que, à l'instar de la population allemande, le prolétariat russe pourrait recouvrer ses forces grâce à la paix après quelques années et repartir à l'assaut révolutionnaire du monde. Dès lors, tout comme « l'histoire marcha de l'avant, de la féodalité au capitalisme libre » à l'époque des « guerres impérialistes de Napoléon [qui] durèrent de longues années », Lénine pensait que, sous la férule de l'impérialisme allemand, « la révolution socialiste mûrit au sein de tous les pays avancés » et que « les peuples écrasés par des vainqueurs féroces et cruels ont su se redresser et reprendre vie⁴⁰ ». Il est frappant ici de remarquer que Lénine raisonne comme beaucoup de révolutionnaires à cette époque, en s'appuyant sur les leçons qu'ils pouvaient tirer d'analogies avec les révolutions bourgeoises alors que ce dont le mouvement ouvrier avait besoin, c'était de comprendre les différences de principe, de nature et de dynamique dans le cas d'une révolution prolétarienne, comme le feront les communistes de gauche. En effet, l'analogie de Lénine n'est guère pertinente car le prolétariat ne peut reconstituer ses forces économiques et militaires pour repartir à l'assaut, à l'image de la bourgeoisie allemande. D'une part, parce que si le prolétariat est politiquement dominant au lendemain de la prise de pouvoir, il reste une classe économiquement exploitée. D'autre part, parce que l'extension de sa dynamique révolutionnaire ne peut se faire à la pointe des baïonnettes, à l'image de la bourgeoisie au XIX^e siècle.

39. LÉNINE, « Une paix malheureuse » (*Pravda*, 24 février 1918), *Œuvres*, t. 27, *op. cit.*, p. 46.

40. *Ibid.*, p. 46 et 47.

Un débat sur les principes de la révolution

UN DÉBAT sur les *principes*, c'est bien de cela qu'il s'agissait dans toutes les discussions menées par les communistes de gauche, à savoir que les critiques qu'ils adressent à la jeune révolution et les solutions qu'ils proposent s'appuient sur les fondements principiels qui caractérisent une société et une révolution *socialiste* et se distinguent des logiques *capitalistes* et de la *révolution bourgeoise*. C'est là que réside tout leur intérêt.

En ce sens, les fondements théoriques des communistes de gauche se distinguent des bases sur lesquelles l'Opposition de Gauche animée par Trotski développera ses critiques ultérieurement. En effet, cette dernière n'apparaîtra que quelques années plus tard et ses acteurs ne se départiront jamais de la contre-révolution qu'ils ont contribué à mettre en place. Ainsi, Trotski ne reviendra ni sur *Terrorisme et Communisme*, ni sur son implication dans la répression de la révolte de Cronstadt, ni sur d'autres épisodes peu glorieux de sa trajectoire politique. Pire, Trotski va considérer que certains fondements économiques du capitalisme d'État mis en place en Russie représentaient le socle de la nature socialiste du régime stalinien, même s'il le caractérisait de « dégénéré » au niveau politique. À ce titre, l'Opposition Internationale de Gauche animée par Trotski ne se départira jamais d'un soutien indéfectible (même si critique) envers l'État issu de la Révolution d'octobre. À la lumière de ces différences principielles d'analyse, l'on comprend mieux pourquoi ces deux courants oppositionnels (la Gauche Communiste et l'Opposition) ne sont jamais parvenus à tirer un bilan politique commun de la contre-révolution et à travailler ensemble malgré certaines tentatives en ce sens durant l'entre-deux guerres.

Une richesse de débats méconnue

PRÈS DE SIX FRACTIONS politiques ont surgi au sein du parti bolchevik après Octobre 17 si l'on met de côté *La Vérité ouvrière* du groupe d'Ignatov, dans la mesure où ce dernier avait des tendances plus culturelles que politiques. Ces six fractions politiques sont : les Communistes de Gauche en 1918 ; les militants regroupés dans l'Opposition militaire en 1919 ; un Parti ouvrier communiste ; l'Opposition ouvrière en 1920-1921 ; les Centralistes démocratiques ou Décistes de 1920 à 1930 et, enfin, le Groupe communiste ouvrier de 1922 à 1930. Dans les analyses développées par ces groupes se dessine une constance principielle. Tous reprochent au parti

bolchevik d'étouffer la vie de la base ouvrière au profit d'un centralisme exagéré et d'un État omnipotent. Ils estiment que les conseils ouvriers sont vidés de leur substance, que l'économie du pays s'oriente vers un capitalisme d'État et qu'elle est dominée par les mots d'ordre chers à Lénine : « la discipline de fer prolétarienne » et Trotski : « Travail, Ordre, Discipline ». Ils dénoncent l'étouffement de l'initiative des travailleurs et la trop grande confiance accordée aux spécialistes et techniciens en tout genre.

À l'examen de ces six fractions, ce sont les Décistes qui peuvent être considérés comme les véritables héritiers des communistes de gauche de 1918 — on retrouve d'ailleurs pratiquement les mêmes individus dans les deux fractions. Plus même, les Décistes constituent un véritable lien entre toutes les fractions du parti bolchevik. En effet, ils sont également à l'initiative de l'Opposition de 1923. Ensuite, quand l'Opposition unifiée se crée en avril 1926 pour le Plénum du Comité central de juillet avec la *Déclaration des 13*, ils sont à nouveau présents et très actifs dans cette création.

Cet oubli ou cet ostracisme à l'égard de toutes ces fractions au sein du parti bolchevik est encore plus flagrant pour les Décistes après 1926. Ainsi, lorsque l'Opposition unifiée recule au congrès du parti bolchevik en juin 1926, les Décistes ne le tolèrent pas et la traitent de « capitularde », et le 16 octobre ils fondent une nouvelle fraction : « C'est une plate-forme toute nouvelle d'un groupe par conséquent tout nouveau, sans autre lien avec le passé du "Centralisme démocratique" [ou Décistes] que la personne de Sapronov comme porte-parole ⁴¹ ». Une véritable histoire des Décistes reste à écrire ⁴².

*

**

Nous ne voudrions pas ici déflorer plus le contenu de ces quatre numéros de *Kommunist* et faire de plus longs commentaires qui pourraient conduire le lecteur à renoncer à une lecture instructive de ces textes, disponibles pour la première fois en français. Il faut bien entendu qu'il aille lire par lui-même et se faire une opinion à partir de la masse d'informations fournies, puis en tirer les leçons nécessaires, autant à propos de l'échec de la révolution que des mesures de la période de transition

41. Extrait de *L'Ouvrier communiste*, organe des Groupes Ouvriers-Communistes, n° 6-7, mars 1930. Informations communiquées par Miasnikov.

42. L'histoire de l'autre fraction de gauche, d'une importance majeure sur un plan théorique, à savoir le Groupe Communiste Ouvrier, est mieux connue car Miasnikov a pu continuer son combat en Occident alors que les Décistes furent fusillés ou finirent dans les bagnes soviétiques.

au socialisme qui font l'objet des critiques de la fraction de gauche du parti bolchevik. Puisse le lecteur y trouver matière à réflexion pour mieux comprendre les enjeux qui se sont posés lors de cette première tentative révolutionnaire et en tirer les enseignements nécessaires pour ne pas reproduire les mêmes erreurs dans le futur.

Marcel Roelandts & Michel Roger
Octobre 2011



Kommunist n° 1
20 avril 1918

РОССИЙСКАЯ КОМУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТІЯ (большевиновъ).

Пролетаріе всѣхъ странъ, соединяйтесь!

КОМУНИСТЪ

ЕЖЕНЕДЕЛЬНЫЙ ЖУРНАЛЪ ЭКОНОМИКИ, ПОЛИТИКИ
И ОБЩЕСТВЕННОСТИ.

Органъ Московскаго Областнаго Бюро Р. К. П. (большевиновъ).

№ 1.

Адресъ редакціи и конторы: Москва, гост. Дрезденъ, № 255. Цена 65 к.

Секретарь редакціи принимать: воскресенье съ 11 до 1, вторникъ, среда и суббота съ 8 до 9 въ гост. Дрезденъ, въ пом. М. Об. Б. Р. К. П.

УСЛОВІЕ ПОДПИСКИ: 1 мѣсяцъ — 3 р.

Редакція желаетъ сотрудничать: Ф. Абрамовичъ, Арнальдъ Антоновъ (Дружесъ), Боннъ, Буриновъ, Бобковскій, Бруно-ль, Бронсонъ, Вексельбергъ (Саратовъ), А. Выборгская, Делюкъ, Е. Зунъ, Ильинскій, С. Казаровъ, Кудыковъ, К. Ленскій, Н. Лукина, Ломовъ, Мансиковскій, Обломскій, М. Поправскій, Преображенскій, Радичевъ, Радель, Равичъ, Савельевъ, В. Смирновъ, Спудель, Сафаровъ, Урицкій, Ушницкій, Фенингштейнъ, Штернбергъ, Яковлева, Ярославскій.

СОДЕРЖАНІЕ. Пять лѣтъ мѣсяцъ Н. Радель. — Тезисы о текущемъ моментѣ. — Международное положеніе Уингъ. — О строительствѣ социализма Н. Вонжонъ. — Политическое обозрѣніе. — Герои социальнаго коммунизма Н. Б. — Экономическія зачатки. А. Л. — Библиографія. Материалъ Государственнаго и революціоннаго періода.

Послѣ пяти мѣсяцевъ.

Пять мѣсяцевъ существованія рабоче-крестьянскаго правительства рѣшили окончательно вопросъ о судьбѣ геръ октябрьской революціи. Если еще въ половинѣ декабря Мартыновъ, отецъ меньшевистской философіи русской революціи, могъ въ новомъ изданіи своей брошюры «О двухъ диктатурахъ», не боясь быть смѣшнымъ, дѣлать революціи угрозы, что она пришла ночью, когда рабочіе спали, что она вырвала власть изъ рукъ буржуазіи перелъ съѣдомъ совѣтовъ, не ожидая ихъ формальнаго рѣшенія, то теперь всякій видитъ, что за совѣтской властью остоятъ громадное большинство рабочихъ и крестьянъ, всякій понимаетъ, что въ октябрѣ мѣсяцѣ совершилась революція народныхъ низовъ. Вопросъ, который въ продолженіе многихъ лѣтъ волновалъ резонеровъ и табулистовъ меньшевизма—надо ли брать власть или нѣтъ—этотъ вопросъ окончательно рѣшенъ ходомъ событій. Новорное паденіе правительства Керенскаго, въ защиту котораго не встаетъ ни одинъ сколько бы то ни

Cinq mois après

LES CINQ MOIS d'existence du gouvernement ouvrier et paysan ont définitivement résolu la question de la nature de la révolution d'Octobre. Si à la mi-décembre encore, sans craindre de paraître ridicule, le père de la philosophie menchevik de la révolution russe, Martynov¹, a pu, dans la réédition de sa brochure *Sur les deux dictatures*, reprocher à la révolution d'être arrivée la nuit lorsque les ouvriers dormaient, d'avoir arraché le pouvoir des mains de la bourgeoisie avant le congrès des conseils sans attendre la décision formelle de celui-ci, aujourd'hui chacun se rend compte que derrière le pouvoir soviétique il y a la grande majorité des ouvriers et des paysans, chacun comprend qu'au mois d'octobre a été accomplie la *révolution des masses populaires*. La question qui, pendant plusieurs années, a inquiété les raisonneurs et les talmudistes mencheviks : faut-il prendre le pouvoir ou non ?, est définitivement résolue par le cours des événements. La chute honteuse du gouvernement de Kerenski² — pour la défense duquel aucune couche quelque peu significative de la population ou aucun groupe politique ne s'est dressé — a prouvé que, pendant la tempête révolutionnaire, le gouvernement de la bourgeoisie et de ses serviteurs petit-bourgeois avait perdu toute influence dans les masses populaires. La révolution d'Octobre a rejeté vers le néant ce qui était déjà pourri, ce qui n'était que détritris de l'histoire.

Le pouvoir bourgeois n'existait plus, le pouvoir petit-bourgeois n'existait donc guère plus. Si le prolétariat et les masses de paysans pauvres derrière lui n'avaient pas pris le pouvoir, la Russie serait tombée dans

1. Alexandre MARTYNOV (1865–1935) : social-démocrate russe, il fut d'abord populiste et membre de la « Volonté du Peuple » dans les années 1880, et pour cela exclu de l'Université en 1886 et exilé en Sibérie. Il adhère au parti social-démocrate en 1899. Il est le chef de file des « économistes » qui poléminent contre Lénine et l'*Iskra*. Menchevik internationaliste pendant la guerre, il participe aux conférences de Zimmerwald et Stockholm. Il rejoint le parti bolchevique en 1923 où il se met au service de Staline. Il sera ensuite l'un des hauts dignitaires de l'Internationale communiste stalinisée.

2. Alexandre KERENSKI (1881–1970) : avocat socialiste et homme politique russe. Lors de la révolution de février 1917, il devient vice-président du Soviet de Petrograd et ministre de la Justice du gouvernement provisoire du prince Lvov, puis ministre de la guerre dans le second gouvernement Lvov formé au mois de mai. À la fin du mois de juillet il forme et dirige un gouvernement majoritairement socialiste. Sa politique de répression envers les bolcheviks après les Journées de Juillet reste hésitante. La poursuite de la guerre au côté des forces de l'Entente, son attitude irrésolue face au putsch de Kornilov et la situation de double pouvoir avec un soviét de plus en plus radical, précipitent la chute de son gouvernement dans les journées d'Octobre. Après une éphémère tentative de reprise du pouvoir avec des débris de l'armée, il part en exil en 1918.

un état de chaos primitif. Et c'est seulement après une longue période de lutte de tous contre tous qu'elle aurait cristallisé le pouvoir des classes qui seraient sorties victorieuses de ce chaos. Il se serait sûrement agi des ouvriers et des paysans, en premier lieu parce que les masses populaires qui ont renversé le gouvernement de Kerenski en avaient assez du régime de la bourgeoisie et ensuite parce que, les armes à la main, elles étaient la seule force réelle du pays. Mais, si au cours des quatre derniers mois, les infortunés de la révolution, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires de droite, n'ont cessé de clamer, de concert avec la bourgeoisie, que le pouvoir né en octobre n'était qu'une dictature des baïonnettes, la situation de ce pouvoir après la démobilisation de l'armée, quand le nombre de ces baïonnettes a diminué, a prouvé que *les baïonnettes n'y étaient pour rien, que la force du pouvoir était précisément dans l'appui de la grande majorité du peuple.*

Pendant quatre mois, le pouvoir a mené une guerre civile acharnée dans les rues de Petrograd, de Moscou, partout en Russie, les armes à la main ; il a triomphé des rejetons bourgeois qui défendaient la bourgeoisie et de tous ceux qui, en s'appuyant sur les couches privilégiées des cosaques aisés, ont essayé de créer un contrepoids avec une force militaire organisée ; il a triomphé de la petite-bourgeoisie ukrainienne qui a tenté de sauver la Kerenschina³ au sud de la Russie. Pendant quatre mois, il a brisé l'ancien appareil tsariste que Kerenski avait maintenu intact. Pendant quatre mois, il a arraché les racines sociales du tsarisme, l'économie foncière et la base économique du tsarisme. Si l'ergoteur impuissant, Martynov, parle, dans sa brochure citée plus haut, des deux premiers mois de la révolution comme de mois productifs, les faits le contredisent. Le parachèvement de la révolution bourgeoise n'a seulement commencé qu'après octobre grâce à la dictature de la classe ouvrière et des paysans pauvres, ce que les mencheviks et les partisans du caractère démocratique et bourgeois de la révolution nomment une « aventure insensée ». Quand bien même ce serait le seul fait de la révolution d'Octobre, il serait justifié devant l'histoire. Ce serait une preuve du fait que seule la dictature des classes anti-capitalistes aurait été capable de réaliser les conditions de la domination d'une démocratie bourgeoise en liquidant le tsarisme ainsi que les restes du féodalisme.

Mais la révolution d'Octobre a dû aller plus loin. Dans les pays au capitalisme développé, là où la bourgeoisie capitaliste est la force principale de la contre-révolution, la classe révolutionnaire, qui a pris le pouvoir, a dû arracher des mains ennemies l'instrument principal de la lutte. L'ins-

3. L'expression désigne le régime de Kerenski, ici de façon péjorative. En fait, Kerenski n'a trouvé que relativement peu de support en Ukraine.

trument de la contre-révolution était la propriété capitaliste des moyens de production et des banques qui dirigeaient la production. Le prolétariat et les paysans pauvres ne se sont pas figés devant ces choses « sacrées » du capitalisme. Quand les Goths, qui avaient vaincu l'Empire romain, ont mis leurs chevaux dans les temples de Jupiter et de Vénus, quand les généraux de Napoléon ont transformé la bourse de Hambourg en écurie ⁴, c'était simplement un hasard. Les « barbares » modernes (comme la bourgeoisie nomme le prolétariat) ont dû s'emparer du mécanisme central du capitalisme, non seulement pour ne pas subir les attaques de celui-ci, mais aussi pour commencer la lutte contre la détresse économique héritée des quatre ans de guerre et de régime des « conciliateurs ». Les mencheviks, les socialistes révolutionnaires de droite, ainsi que les apôtres du libéralisme attirent l'attention sur le désordre économique général et fulminent : « *Et vous, malheureux, comment voulez-vous réaliser le socialisme sur des ruines ?* » Ils ne comprennent pas que, l'économie russe étant maintenant ruinée, seule une accommodation méthodique de cette économie aux besoins de la société, seule la reconstruction de cette économie conformément aux intérêts des masses populaires, bref, seul le socialisme peut reconstruire la vie économique de telle sorte que les masses ouvrières et les paysans pauvres ne soient plus totalement asservis aux capitalistes. Oui, il y a de grands obstacles sur la route vers le socialisme : l'illettrisme des masses et leur grave manque d'expérience. Mais ne pas essayer de surmonter ces faiblesses pour construire le socialisme, cela signifierait « contempler » l'asservissement des masses populaires par les capitalistes sans rien faire. En commençant notre combat de socialiste, nous savions très bien qu'il était impossible de le mener en s'appuyant sur un modèle élaboré d'avance, en y allant par la voie la plus courte. « *Seul un profane peut penser que tout le chemin se fait d'après un plan prescrit, sans détours, et qu'on peut le suivre dans tous ses détails jusqu'au bout. Il est sûr que le dirigeant ne perd jamais de vue son but principal et n'est pas dérangé par des écarts fréquents, mais il ne peut, d'avance, définir clairement le chemin qui va mener au but.* » Décrivant la guerre franco-prussienne de 1871, ces

4. Les troupes françaises occupent Hambourg pour la première fois en 1810 et la ville hanséatique est intégrée à l'Empire français en 1811. Durant la campagne d'Allemagne, le maréchal Louis Nicolas DAVOUT (1770-1823), toujours invaincu, s'y retranche le 30 mai 1813 et transforme la ville en forteresse pour résister à un long siège, appliquant des consignes très dures qui lui valent l'hostilité de la population. C'est dans ce contexte que la célèbre *Börsenhalle* et les églises de la ville sont transformées en magasins militaires et écuries. Après Noël 1813, nombre de Hambourgeois périssent de faim, de froid et de maladies, dans leur ville occupée. Assiégé par les armées russe, prussienne et suédoise, formant un total de 80 000 hommes, Davout résiste jusqu'en avril 1814 avant de se rendre au général français GÉRARD sur ordre de LOUIS XVIII.

paroles du général Moltke ⁵, publiées par l'état-major général allemand, expriment nettement une pensée qui n'était étrangère à aucun acteur de l'insurrection d'octobre. *L'histoire a définitivement résolu la question à laquelle beaucoup de marxistes russes avaient donné une réponse négative avant la révolution : est-ce qu'on peut réaliser le socialisme dans la Russie arriérée du point de vue économique ?* La réponse de l'histoire est qu'on doit absolument le réaliser. Mais comment, par quels moyens ? À cette question, ne pourra répondre que l'expérience ultérieure de l'histoire, la future lutte des classes non seulement en Russie, mais partout ailleurs.

La première période de marche triomphale de la révolution d'Octobre s'est achevée par un grand échec au niveau de la lutte internationale. L'impérialisme allemand n'a pas seulement arraché de vastes territoires contenant de grandes ressources économiques et politiques, il a menacé de former, au sein même de la République soviétique, des oasis capitalistes où se réfugierait les forces du capital russe protégées par l'impérialisme étranger, pour empêcher la construction du socialisme et réinstaurer partout en Russie l'ordre capitaliste ⁶. En faisant des concessions pour obtenir un répit, pour gagner du temps qui, sans doute, travaille en faveur de la révolution mondiale et par conséquent en faveur de la révolution russe, en faisant des concessions aux prétentions du capital étranger, le gouvernement de la révolution russe va être obligé non seulement d'arrêter son travail socialiste créatif ⁷, mais également de lui nuire, ce qui est déjà le cas. On ne peut nier ce danger en prétendant que ce travail de destruction est accompli au nom d'une certaine théorie de la révolution, qui se voudrait habile en affaires, compte tenu de la nouvelle situation dans une période d'organisation de la révolution où il faut se servir de la bourgeoisie vaincue et de son expérience pour construire le socialisme. Ce n'est que dans le schéma abstrait de Kautsky qu'il y a un chapitre (« *Le lendemain de*

5. Helmuth Karl Bernhard VON MOLTKE (1800–1891) : général prussien dit Moltke l'Ancien, il devient chef du grand état-major dès 1857 et réorganise l'armée. Stratège des guerres contre l'Autriche (1866) et la France (1870). Sa théorie laisse une grande place à l'initiative et à l'appréciation de la situation de la part du commandement. Cf. VON MOLTKE, *Geschichte des Deutsch-Französischen Krieges von 1870–71*, Berlin, Mittler, 1891.

6. Le rédacteur évoque ici les attendus du traité de Brest-Litovsk qui amputait la Russie soviétique des provinces baltes, de la Biélorussie, de la Pologne et de la Finlande, mais aussi d'une partie des régions transcaucasiennes et de l'Ukraine. Lomov estimait que les territoires perdus représentaient un tiers des surfaces productives de grains, deux cinquièmes de son industrie et de sa force de travail industrielle, et les neuf dixièmes de ses réserves de charbon facilement exploitables ainsi que les trois quarts de sa production de fer. Cf. Ronald KOWALSKI, *Kommunist : A Weekly Journal of Economic, Political and Social Opinion*, Milwood (New York), Kraus International Publications, 1990, p. 234.

7. Ici s'entend dans le sens de tout ce qui pourrait aider à la construction d'une société communiste.

*la révolution sociale*⁸ ») où il est question de la réalisation simultanée du socialisme dans tous les pays (ce schéma est admissible et nécessaire du point de vue de l'étude purement abstraite de la question de la révolution sociale). En pratique, le socialisme ne peut pas être réalisé d'un seul coup dans tous les pays. La révolution socialiste russe se développe sous la menace des deux camps impérialistes. Non seulement, notre échec dans la lutte contre l'impérialisme allemand lui donne la possibilité d'exiger la restauration des droits capitalistes pour ses citoyens, mais les mêmes concessions seront demandées par le capitalisme anglais, français, américain et, sous leur protection, la contre-révolution capitaliste russe relèvera la tête.

Il est clair que nous ne pouvons pas balayer les exigences du capitalisme étranger avec une simple déclaration et que celles-ci freinent la construction du socialisme. Derrière ces exigences il y a une force réelle dont on sera obligé de tenir compte jusqu'au moment où la révolution prolétarienne en Europe nous en délivrera. La question se pose en ces termes : soit nous tiendrons compte de cette force pour opposer à ses prétentions notre volonté de créer notre propre force militaire et économique, soit nous la ménagerons simplement pour gagner du temps. Dans le premier cas notre tâche consiste à achever la socialisation des branches principales de l'industrie. En éliminant la propriété privée des principaux domaines de la vie économique en Russie, nous serons obligés, pour payer les lettres de change et dans le cas le moins défavorable, de contracter des emprunts avec des adversaires moins dangereux et de garantir ces emprunts par des marchandises ou par la vente de territoires frontaliers (par exemple, du Kamtchatka). Dans le pire des cas, nous permettrons au capital étranger de s'introduire dans le mécanisme économique de la Russie. En attirant les capitalistes pour mieux organiser notre industrie, pour la rendre capable de concurrencer le capital étranger, nous donnerons également une arme économique à la bourgeoisie russe. La victoire sur la contre-révolution bourgeoise n'est pas un acte isolé, c'est un processus où le vaincu peut rétablir ses forces.

Deux voies similaires se dessinent aussi en politique étrangère pour la révolution russe. Soit elle mène une politique de défense active et fait toujours appel à son unique allié, le prolétariat européen ; si l'ennemi s'attaque à ses positions principales, elle sera ainsi toujours prête à partir en campagne avec toutes les forces dont elle dispose. Soit elle cède ses positions pour sauvegarder un pouvoir formel, cherche des alliés dans la

8. Seconde partie de l'ouvrage de Karl KAUTSKY, *Die Soziale Revolution* (1902) ; trad. fr. *La Révolution sociale*, Paris, Éditions du Sandre, 2008.

lutte d'un impérialisme contre l'autre, et dilapidera ainsi son capital de sympathie international.

Ce sont deux voies, et *pas seulement deux lignes théoriquement possibles en politique*. Ces deux voies se dessinent déjà dans toute une série d'actions pratiques auxquelles doit faire face le gouvernement ouvrier et paysan. Il n'a pas encore choisi ; une voie va à l'aveuglette et dessine déjà une déviation de droite, favorisant le compromis avec le capital russe et étranger. Cette déviation *est due non seulement à la situation difficile*, mais aussi aux divergences entre des éléments sociaux homogènes ayant des approches différentes de la même question. La voie choisie par le gouvernement soviétique apportera la réponse à *la question centrale de la nature même de ce gouvernement*. Autrefois nous avons débattu sur ce que serait le pouvoir révolutionnaire : *la dictature du prolétariat qui s'appuierait sur la paysannerie* et la mènerait à la lutte commune contre le capital, ou *la dictature du prolétariat et de la paysannerie*, c'est-à-dire de deux classes différentes ? Dans le premier cas la paysannerie ne suivrait le prolétariat que jusqu'à un certain point. Qui l'emporterait dans ce cas ? Cela dépendrait de la situation internationale : la victoire de la révolution prolétarienne en Europe serait seule à même de donner au prolétariat russe minoritaire la possibilité de mettre la paysannerie « sur les rails » socialistes. L'absence d'une telle révolution pourrait donc écarter le prolétariat du pouvoir. Si le pouvoir soviétique adopte le point de vue de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, s'il compte d'avance sur la supériorité numérique et sociale de la paysannerie, il acceptera un compromis avec le capital, qui est acceptable pour la paysannerie mais nuisible pour le caractère socialiste de la révolution et, de ce fait, inacceptable pour le prolétariat. Au sein même du gouvernement ouvrier et paysan, les deux directions se battent entre elles, consciemment ou non. Le résultat de cette lutte est conditionné par la situation internationale et par *l'influence du prolétariat sur le pouvoir soviétique*. Montrer au prolétariat le danger qui menace le caractère socialiste de la révolution, organiser la pression consciente du prolétariat sur ce pouvoir, lutter pour la domination du prolétariat dans la révolution, telle est la tâche *des communistes prolétariens*⁹, tâche pour laquelle nous luttons.

Pendant la révolution, le parti bolchevik est devenu le parti de tout le peuple, celui de tous les pauvres. Cela fait sa force, mais est aussi la

9. C'est ainsi que se désignent effectivement les communistes de gauche, ce qui leur vaudra quelques railleries de la part de Lénine en particulier, par exemple : « nos "communistes de gauche", qui aiment aussi se qualifier de "communistes prolétariens", car ils n'ont pas grand-chose de prolétarien et sont surtout des petits-bourgeois ». Cf. LÉNINE, « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises », *Œuvres*, t. 27, *op. cit.*, p. 342.

source de grands dangers qu'on ne pourra surmonter que dans le seul cas où les éléments prolétaires ne s'en cacheront pas, ne se laisseront pas aller à un optimisme sans fondement et comprendront que, dans un pays petit-bourgeois comme la Russie, la dégénérescence petite-bourgeoise du pouvoir est bien possible malgré la volonté des dirigeants prolétariens. La révolution russe exige que les éléments prolétariens se critiquent en paroles et en actions.

Aujourd'hui, alors que nous vivons la première expérience de la révolution socialiste, cette autocritique est plus que jamais nécessaire. Si la révolution russe était écrasée par la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait comme le Phénix ; si par contre elle perdait son caractère socialiste, et décevait par ce fait les masses ouvrières, alors ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale.

Karl Radek

Index des rédacteurs

Anonyme :

- « Le 1^{er} Mai » (Éditorial, n° 2)
- « À la veille » (Éditorial, n° 3)
- « La réunion des communistes ukrainiens » (n° 3)
- « La vie du parti » (n° 3)
- « Chronique des événements » (n° 4)
- « Nécrologie : Plekhanov » (n° 4)

Nikolaï Boukharine :

- « Revue politique – Les héros de la trahison sociale » (n° 1, *N.B.*)
- « Bibliographie : *L'État et la révolution* de Lénine » (n° 1)
- « Bibliographie : *La période de transition* de Vladimir Troutovsky » (n° 1)
- « L'anarchisme et le communisme scientifique » (n° 2)
- « Certaines notions essentielles de l'économie moderne » (n° 3)
- « Bibliographie : *Les problèmes du socialisme* de A. Bogdanov » (n° 3)

Collectif :

- « Thèses sur la situation actuelle » (n° 1)
- « Résolution sur la situation présente » (n° 3)

Varvara Iakovleva :

- « Bilan de la conférence du parti de la Région industrielle centrale » (n° 4, *V. Ia*)

Lev Kristman :

- « Sur le chemin de l'organisation pour la construction socialiste de la vie économique » (n° 3)

Béla Kun :

- « À l'étranger : à propos de la monarchie bicéphale » (n° 2)
- « Crise de la monarchie Austro-hongroise » (n° 4)

Afanasi Lomov :

- « Notes économiques » (n° 1, *A.L.*)
- « Notes économiques. Le programme des réformes financières du commissaire du peuple Goukovski » (n° 2)
- « La contre-révolution russe déguisée à l'ukrainienne » (n° 3)
- « La famine prochaine » (n° 3, *A.L.*)

Nikolaï Loukine :

- « Le clergé et la contre-révolution » (n° 4, *N. Antonov*)
- « Bibliographie : *Histoire de la libération de la Russie* » (n° 4, *N. Antonov*)

Nikolaï Ossinski :

- « La construction du socialisme — Première partie » (n° 1)
- « La construction du socialisme — Seconde partie » (n° 2)
- « Réponses claires » (n° 2)
- « Bibliographie : *L'économie mondiale et le capitalisme* de N. Boukharine » (n° 2)
- « Un noble vieillard » (n° 3, *V. Obolenski*)

Evgueni Preobrajenski :

- « Un congrès est nécessaire » (n° 4)

Karl Radek :

- « Cinq mois après » (n° 1)
- « La situation internationale » (n° 1, *Viator*)
- « La politique extérieure de la République Soviétique » (n° 2, *Viator*)
- « L'armée rouge » (n° 2)

Pavel Shternberg :

- « Notes d'affaires » (n° 4, *Sh*)

Vladimir Smirnov :

- « Le programme financier et le “capitalisme d'État” » (n° 4)

Vladimir Sorine :

- « Les revues hebdomadaires *Plamya* (La Flamme) et *Gryadouchtcheyé* (L'Avenir) » (n° 3)
- « À propos du pouvoir soviétique » (n° 4)

Innokenti Stoukov :

- « Ce que j'ai vu (Notes) » (n° 2)
- « La lutte contre la contre-révolution » (n° 4, *I.T.S.*)



Table des matières

Avant-propos de l'éditeur	9
Préface	13
Sur la nature d'Octobre 17	13
Sur les raisons de cette confiscation	16
L'aboutissement de cette confiscation	18
Le diagnostic des communistes de gauche	19
Une démarche propre à la Gauche Communiste Internationale	21
Les racines théoriques des communistes de gauche	23
Les désaccords des communistes de gauche	25
L'orientation alternative des communistes de gauche	29
Reculer pour mieux sauter ?	30
Un débat sur les principes de la révolution	32
Une richesse de débats méconnue	32
Boukharine et les communistes de gauche	35
Kommunist n° 1	59
Cinq mois après	61
Thèses sur la situation actuelle	68
La situation internationale	85
La construction du socialisme	95
Revue politique – Les héros de la trahison sociale	107
Notes économiques	113
Bibliographie : <i>L'État et la révolution</i>	117
Bibliographie : <i>La Période de transition</i>	120
Kommunist n° 2	125
Le Premier Mai	127
La politique extérieure de la République soviétique	130
La construction du socialisme (seconde partie)	139
L'anarchisme et le communisme scientifique	155
L'Armée rouge	164
Réponses claires	169
À l'étranger : à propos de la monarchie bicéphale	174
Le programme des réformes financières de Goukovski	180
Ce que j'ai vu	186
Bibliographie : <i>L'économie mondiale et le capitalisme</i>	191

Kommunist n° 3	195
À la veille	197
Un noble vieillard	205
La contre-révolution russe déguisée à l'ukrainienne	212
Certaines notions essentielles de l'économie moderne	217
Sur le chemin de l'organisation	
pour la construction socialiste de la vie économique	227
La famine prochaine	235
La réunion des communistes ukrainiens	237
La vie du parti	247
Bibliographie : <i>Les problèmes du socialisme</i>	250
Les revues hebdomadaires « Plamya » (La Flamme) n° 1	
et « Gryadouchtcheyé » (L'Avenir) n° 2	254
 Kommunist n° 4	 257
La lutte contre la contre-révolution	259
Le programme financier et le « capitalisme d'État »	269
À propos du pouvoir soviétique	275
La crise de la monarchie austro-hongroise	279
Le clergé et la contre-révolution	287
Un congrès est nécessaire	294
Bilan de la conférence du parti de la Région industrielle centrale	297
Notes d'affaires	300
Chronique des événements	302
Bibliographie : <i>Histoire de la libération de la Russie</i>	311
Nécrologie : <i>Plekhanov</i>	317
 Postface : Débats méconnus dans la Russie soviétique	 319
Introduction	319
Contre la guerre impérialiste	
et pour la révolution communiste mondiale	321
« J'ai osé cela ! »	331
 Appendices	 343
Lénine : « Sur la phrase révolutionnaire »	345
Boukharine : « Sur la phrase opportuniste »	355
Index des rédacteurs	363
Repères biographiques	366
Références bibliographiques	387
 Index	 395